

COP26 : le compte n'y est pas!

« La déclaration finale de la COP26 qui s'est tenue à Glasgow n'est pas à la hauteur de l'enjeu qui devrait mobiliser tous les États : la survie de l'humanité », a regretté, dans un billet publié sur le site du parti le secrétaire national du PS à l'Écologie, au Dérèglement climatique et à la Biodiversité, Tristan Foveau.



N'oublions pas la solidarité internationale

« Les deux semaines de négociation entre les 196 pays réunis pour la COP26 à Glasgow ont d'abord été marquées par des accords thématiques autour de coalitions d'acteurs à géométrie variable : agriculture plus résiliente (45 gouvernements et 95 entreprises de l'agroalimentaire), fin des voitures thermiques en 2040 (une trentaine d'États, de collectivités locales, de constructeurs), arrêt de la déforestation en 2030 (plus de 100 pays représentant au total 85% des forêts du monde), réduction de 30% des émissions de méthane d'ici à 2030 (105 États), sortie du charbon (23 États), initiative Beyond Oil and Gas (BOGA) de sortie progressive du pétrole et du gaz (12 États).

Si ces ambitions sont louables, cette méthode non-contraignante devra encore faire la preuve de son efficacité.

La mention de la question des énergies fossiles dans le texte final constitue quant à elle une avancée qui doit être saluée, mais la formule retenue dans l'accord est en net retrait par rapport à l'ambition initiale. (...)

Le Parti Socialiste regrette amèrement qu'aucune solution n'ait pu être trouvée afin de financer spécifiquement les « pertes et préjudices » que les pays

du Sud subissent déjà en raison du réchauffement climatique. Dans le même sens, la promesse, formulée il y a douze ans, de mobiliser un fonds de 100 milliards de dollars pour aider les pays en développement n'a toujours pas été tenue par les États. Aucune ambition climatique réelle ne saurait faire l'impasse sur la solidarité internationale.

Le rôle du gouvernement français dans ces négociations devra également être interrogé, se bornant à rejoindre des coalitions thématiques non contraignantes et n'affichant aucun objectif ambitieux et réel de réduction des émissions de GES. La France n'a ainsi décidé de rejoindre l'accord mettant fin au financement international des projets d'exploitation d'énergies fossiles, fin 2022, qu'à reculons et sous la pression internationale et des ONG!

Les bonnes volontés ne manquent pourtant pas face au réchauffement climatique : ONG, collectivités, associations, collectifs citoyens se sont mobilisés pendant cette négociation afin d'obtenir des avancées concrètes. De ce point de vue, le Prix de l'Action climatique mondiale de l'ONU, remis à Anne Hidalgo pendant cette COP26, démontre que des solutions existent dans la lutte contre le changement climatique et peuvent être défendues avec volontarisme.»

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 18/11/2021

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Reconnaître le fascisme

Il faut lire Umberto Eco.

Sentant monter les vents mauvais de l'Extrême-droite, dès la fin des années 90, il a publié un petit livre intitulé « Reconnaître le fascisme » (éditions Grasset) s'appuyant, en partie, sur son expérience personnelle d'enfant ayant grandi dans l'Italie de Mussolini.

Qu'explique-t-il ? Que les spécialistes en sciences politiques peuvent passer des heures et des heures à ergoter pour savoir si tel ou tel mouvement, peut ou non, être qualifié de fasciste mais que la menace est bien réelle. « Ce serait tellement confortable si quelqu'un s'avancait sur la scène du monde pour dire : "je veux rouvrir Auschwitz". Hélas la vie n'est pas aussi simple. » À nous, donc, à partir des quatorze critères définis par Umberto Eco (culte de la tradition, refus de la modernité, célébration de la virilité...) de repérer et de dénoncer les mouvements qui peuvent nous entraîner sur la voie du fascisme.

PS29

L'AMF doit rester pluraliste

Après deux ans d'interruption, les élus vont enfin se retrouver pour le 103^e congrès des maires et des présidents d'intercommunalités de France, qui se tiendra les 16, 17 et 18 novembre 2021, au Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris.



Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon

Cette édition sera donc particulière, puisqu'il s'agira du premier rassemblement, en présentiel, depuis les élections de 2020, mais aussi et peut-être surtout, car, pour la première fois depuis très longtemps, plusieurs listes de candidat.e.s seront soumises au vote des maires.

« On a déjà vu plusieurs candidats se présenter à la présidence de l'AMF », rappelle Sébastien Miossec, candidat sur la liste de David Lisnard pour le comité directeur. Il peut y avoir des nuances entre les candidats à la présidence. Des parcours, des histoires, des tempéraments

différents peuvent justifier que plusieurs candidats souhaitent présider l'AMF.

Mais, de mémoires de maires, les listes, pour la composition du bureau ou du comité directeur, étaient toujours établies en prenant soin de respecter l'ensemble des territoires, des strates de communes, des sensibilités politiques. « Cette pluralité est extrêmement importante et d'ailleurs, toutes les associations d'élus.e.s procèdent de la même manière, tant au plan national que départemental. Quel serait le poids d'une association des maires de France si une seule sensibilité s'accaparait l'ensemble des responsabilités ? », demande Sébastien Miossec. C'est pourtant, lorsqu'on regarde la composition de la liste soutenue par Philippe Laurent, ce qui risque d'arriver puisqu'elle ne comporte que des élus favorables au président de la République.

« Nous avons besoin de pluralisme pour porter la parole des maires. »

« Je me présente sur la liste *Une AMF rassemblée et dynamisée avec David Lisnard et André Laignel*, qui soutient la candidature de David Lisnard parce qu'il est important que l'Association des Maires de France reste pluraliste et incarne toutes les sensibilités politiques des maires », explique Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon. Isabelle Assih, maire de

Quimper, se présente également sur cette liste.

« Nous avons besoin de pluralisme pour porter la parole des maires », insiste Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix. « C'est important, aussi bien au niveau national que départemental », insiste celui qui est également vice-président de l'Association des maires du Finistère. « C'est cette pluralité qui donne de la force aux prises de position des associations d'élus pour faire part de leurs satisfactions, de leurs interrogations, voire de leurs colères. » Les associations d'élus sont des interlocuteurs de l'État et ne doivent en aucun cas devenir des courroies de transmission du pouvoir ou alors des opposants systématiques.



Isabelle Assih, maire de Quimper

En décidant de présenter une liste étiquetée « majorité présidentielle », alors même que les élus de cette sensibilité auraient pu être représentés sur une liste commune, les macronistes ont pris le risque de politiser une élection qui n'avait pas besoin de l'être.

Un rendez-vous incontournable



À quoi sert un congrès des maires de France ? À glaner des idées pour notre mandat, répondent en cœur les élu.e.s socialistes du Finistère qui y participent.

« Chaque année, nous avons pris l'habitude de permettre à 3 élu.e.s de la commune de participer au congrès des maires », explique Solange Creignou, maire de Saint-Thégonnec-Loc-Éguiner. Les ateliers sont extrêmement formateurs.

« Lorsque nos deux communes ont fusionné, j'ai participé à une table ronde pour faire part de notre expérience et permettre ainsi à des élus hésitants de se faire une idée plus précise des avantages et des inconvénients d'une fusion », se souvient-elle.

« Nous savons que les débats, en ateliers ou en séances plénières, sont toujours de grande qualité », insiste Sébastien Miossec. « Ce

sont toujours les meilleurs spécialistes qui sont invités. Et lorsqu'il s'agit de discuter du projet de loi de finances, nous avons face à nous les ministres ou les secrétaires d'États concernés. »

En parallèle du congrès, se tient également le salon des maires où sont présents les partenaires des collectivités. « C'est un espace incontournable pour voir ce qui se fait dans des domaines comme la voirie, l'urbanisme, le mobilier urbain, les jeux pour enfants, mais aussi dans le domaine social, comme par exemple les mutuelles municipales. »

« Cette année, je suis bien décidé à voir tout ce qui se fait autour de la production d'énergies propres qui est pour nous un sujet prioritaire », annonce Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix depuis 2020, mais qui ne participera à son premier congrès que cette année.

De son côté, Solange Creignou souhaite voir les nouveautés en matière de désherbage, alors que sa commune est passée au Zéro phyto.

Climat : la Bretagne aux avant-postes

« La Cop26 se termine sur un bilan mitigé. Le monde doit continuer à échanger, à articuler les enjeux de bas carbone et de solidarité », a commenté Loïg Chesnais-Girard à l'annonce de la déclaration officielle en clôture du rassemblement de Glasgow. « La Bretagne continuera de se mobiliser pour trouver des alternatives aux énergies fossiles », a promis le président du Conseil régional.

Si le bilan général de cette COP n'est guère enthousiasmant, il ne faut pas la juger de manière totalement négative, au moins du point de vue de la Région Bretagne.

En effet, la Bretagne fait partie des Régions qui ont présenté leurs actions climatiques à la COP26. Ce déplacement a permis également de renforcer la coopération entre la Bretagne et l'Écosse. Le président Loïg Chesnais-Girard et six de ses

vice-présidents y ont rencontré leurs homologues écossais à Edimbourg et Glasgow pour échanger sur des sujets d'actualité partagés : les transitions écologiques et le développement des énergies marines et de l'hydrogène, la pêche, les coopérations universitaires, les échanges culturels entre nations celtes.

Après un voyage au Pays de Galles et en Irlande, en mars 2020, Loïg

Chesnais-Girard a donc souhaité faire un pas de plus en matière de coopération, avec l'ambition de développer une sorte d'arc celtique : « **le Brexit ne doit pas nous empêcher de travailler ensemble, pas plus que les frontières ne nous empêchent de partager une identité** ».

À Glasgow, Michaël Quernez, premier vice-président, en charge du climat et des mobilités, a réaffirmé l'engagement de la Région au sein des associations auxquelles la Bretagne adhère, dont *Under2 Coalition* et *Regions4*.

« **Under2 Coalition regroupe des gouvernements locaux qui veulent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but est de partager nos bonnes pratiques et de débattre** », explique Michaël Quernez. Joignant les gestes aux paroles, la Région Bretagne installera, lors de sa session de décembre, le *Haut conseil breton pour le climat* et votera un budget écologiquement ambitieux.



Michaël Quernez à la COP26

La Région au service de l'emploi

La Bretagne est une région moins touchée par le chômage que d'autres. Cependant, ici comme ailleurs, plusieurs métiers sont en tension. « La Région a mis en place des commissions territoriales pour accompagner les demandeurs d'emploi dans des formations », a expliqué la vice-présidente de la Région, Forough Dadkhah, mercredi 10 novembre, à Quimper, à l'occasion d'une conférence de presse destinée à présenter les dispositifs et accompagnements mis en œuvre par la collectivité, afin de soutenir l'emploi localement.

« **Nous consacrons chaque année 272 millions d'euros pour la formation** », a expliqué la vice-présidente. « **Nous proposons des formations qualifiantes. 83% des demandeurs d'emplois retrouvent un emploi. Mais nous accompagnons aussi des demandeurs d'emploi de longue durée afin qu'ils puissent suivre des formations qualifiantes.** »

La Région travaille conjointement avec les entreprises à travers le programme *Qualif emploi*. « **Nous intervenons sur les métiers en tension. En Cornouaille, nous avons par exemple formé vingt-quatre ambulanciers qui, au terme de leur formation, trouveront un emploi. Tout comme douze assistants familiaux qui seront embauchés en CDI.** » Au total, 800 personnes ont été formées, en Cornouaille grâce à ce programme.

« **Nous pouvons, en fonction de la demande, mettre en place des formations sur mesure, pour répondre aux besoins** », explique Forough Dadkhah. « **Nous avons par exemple été sollicités par Armor Lux qui présentait un fort besoin dans le domaine assez spécifique du tricotage. Compte tenu de la démographie, on pouvait craindre une disparition de cette compétence. Nous avons rapidement proposé cette formation sur mesure.** »



Forough Dadkhah, vice-présidente à la formation

Pour répondre au mieux aux besoins des bassins d'emploi, la Région s'est dotée d'un réseau de commissions territoriales (Brest, Morlaix, Quimper et Centre ouest Bretagne). « **Nous cherchons à mettre tous les acteurs (entreprises, partenaires sociaux, collectivités) autour de la même table afin de trouver les solutions, en matière de formation, bien sûr, mais aussi de mobilité ou de logement** », insiste Forough Dadkhah. « **Et nous accompagnons les entreprises pour inventer de nouvelles procédures de recrutements.** »

11 décembre
Conseil fédéral.

Retrouvez-nous sur



Rythmes scolaires : prenons le temps du débat

Dans ce moment de crise sanitaire avec une population scolaire en rupture avec les lieux et équipes éducatives nous nous rendons compte que le rôle de « l'école » ne se limite pas uniquement à la transmission de savoirs.

Pour les enfants, leur cadre de vie, leur rythme de vie se sont considérablement transformés ces vingt dernières années ; il n'y a pas ici l'idée de juger ces changements mais seulement de les poser sur la table pour voir comment améliorer l'accueil des enfants dans les établissements scolaires, sans tabou. Jean-Michel Blanquer veut reproduire l'école qu'il a connue. Mais nous n'inventerons pas l'école du XXI^e siècle avec comme modèle celle du milieu du XX^e.

En s'appuyant sur le travail de l'Académie nationale de médecine, Vincent Peillon avait mis en place de nouveaux rythmes scolaires, prenant en compte la santé de l'enfant : - améliorer les conditions d'apprentissage par des emplois du temps appropriés, - réduire la fatigue et les tensions de l'enfant - et instaurer une meilleure qualité de vie de l'enfant dans l'école. Qu'en reste-t-il ? Priorités économiques, touristiques ont « eu la peau » de ce travail. Je reste convaincue que la semaine de quatre jours et demi, c'est-à-dire de cinq matinées d'école est, aujourd'hui, le meilleur rythme pour les enfants. Cette organisation suppose, suivant les données médicales connues, un travail le samedi matin.

Au calendrier hebdomadaire sur lequel nous devons à nouveau nous pencher, deux autres calendriers méritent notre attention.

Tout d'abord le temps des grandes vacances, temps unique qui constitue un moment fort de l'année pour enfants et parents : se retrouver en famille, se construire des souvenirs. Il est légitime aujourd'hui de se poser la question, ce temps doit-il toujours être aussi long ?

Initialement prévu et calé sur le besoin de main-d'œuvre pour les travaux agricoles, il n'a plus du tout la même réalité. À cela s'ajoute la difficulté pour de nombreuses familles de trouver des modes de garde sur un temps si long qui ne soit pas une charge financière inassumable.

On peut aussi se poser la question d'une uniformité de ces temps de vacances sur tout le territoire national. Des expérimentations pourraient être menées suivant les réalités

territoriales et les réalités vécues par les enfants.



Avec notre calendrier scolaire et universitaire, des milliers de salles de classes, d'amphis, de cantines, de gymnases, d'internats... sont inoccupés ou inutilisés pendant plusieurs semaines dans l'année. Et si ces locaux étaient mieux mis à la disposition d'associations culturelles, artistiques ou sportives ?

Je prendrai ensuite le baccalauréat, dont le passage à 18 ans pouvait être pertinent il y a encore une vingtaine d'années, est aujourd'hui plus restrictif que bénéfique.

L'entrée dans la vie active est beaucoup plus tardive pour de nombreux jeunes : temps d'étude plus long, engagement dans la vie familiale plus tardif... Ne pourrait-on pas donner du temps aux élèves pour entrer dans les apprentissages par l'expérimentation, l'échanges, des apprentissages différenciés ? Pourquoi ne pas reculer le passage du baccalauréat à 19 ans ou plus ? En effet, les programmes scolaires sont toujours plus denses. À ces apprentissages s'ajoutent toute une série de missions assignées à l'éducation nationale : sensibilisation aux dangers des réseaux sociaux, réflexions sur la laïcité, à l'égalité entre les garçons et les filles, au bien-manger etc... Tous ces sujets sont importants mais ils viennent s'ajouter sans que le temps de présence à l'école ne s'accroisse. À un moment, il faudra bien se poser la question d'une augmentation du temps scolaire global.

Ces questions du rythme scolaire ne sont pas sans conséquence, nous avons pu le constater lors de la mise en place de la semaine de quatre jours et demi, qui était un bon début pour remettre l'enfant au centre du système éducatif.

En repensant ce temps dédié à l'école nous devons aussi penser au temps dédié aux loisirs et remettre l'éducation populaire pour tous au centre de nos ambitions.

L'école est un sujet qui passionne et c'est tant mieux. Vive l'école !! Et Vive le débat !

Anne Maréchal
Conseillère départementale
Enseignante
Parent d'élèves

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1373 - Vendredi 19 novembre 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

